

# Atelier Collectivités et MLCC

## Tour de table sur les relations aux élus avec MLCC

La Roue : Toutes les ComCom sont adhérentes à 0,10€ / habitants

Galleco : Bien que créé par le département Ile et Vilaine, le désengagement dû au changement de compétences économiques vers la région a donné un coup de frein sévère sur l'association.

Sol violette (Toulouse) : Nous recevons une subvention de la Mairie de Toulouse, mais ce n'est pas un partenariat avec la Mairie. Nous cherchons à nous rapprocher d'autres collectivités (pour qu'elles doublent le financement de solidarité). Nous gardons le lien avec les maisons de chômeurs.

Stück : Nous recevons une belle enveloppe de Strasbourg. Les élus sont de bonne volonté, mais il est compliqué de convaincre les agents publics. Ce qui suscite le plus d'intérêt c'est les questions de solidarité.

Aïga : Nous avons envoyé un questionnaire aux collectivités ; mais les retours ont été négatifs. La Région Occitanie a pour politique de soutenir toutes les MLCC dans la structure Monédoc.

Gemme (ex MIEL) : Les villes de Bordeaux, et de Bègles nous accordent des subvention et adhèrent. Mais ça reste compliqué avec le Directeur général des services. Le Département et la Région subventionnent également le volet numérisation.

Cairn : Nous avons eu un soutien des collectivités pour le lancement, c'était un temps fort, mais aujourd'hui le Cairn est lâché par les élus (nous avons raté le côté accompagnement et formation).

Charles Lesage, représentant du mouvement SOL :

Depuis des années nous faisons un gros travail avec le RTES (Réseau des collectivités Territoriales pour une Économie Solidaire), qui nous garantit un fort soutien. A noter cette année des Rencontres nationales collectivités territoriales et MLCC (17-19 nov. à Angoulême).

Voir l'échelon des PETR \* et des pays, il y a des contacts intéressants à prendre.

## Quel type de partenariat mener ?

Avoir une posture d'interpellation sur l'intérêt des MLCC

Demander de payer en passant par la monnaie locale les indemnités des élus, les salaires des agents publics (selon la technique du mandat d'encaissement pour tiers mise au point par l'Eusko).

Les élus sont très attachés aux questions de solidarité. Mais attention à ne pas devenir un prestataire social, rester dans la co-construction de la politique publique. (Le Cairn signale qu'il est très lourd de gérer le sujet social).

Face aux difficultés des collectivités à percevoir les enjeux et besoin des MLCC et des citoyens pour mener les réflexions et les projets, vous pouvez *essayer de les orienter vers l'Institut des Monnaies Locales qui propose des formations à l'attention des agents et élus territoriaux*

Présentez les MLCC comme un outil d'orientation de comportement citoyens : comment redynamiser un centre-ville, comment encourager les comportements responsables.

Vous pouvez élaborer un coffret Touristique pour mettre en valeur le patrimoine et les commerçants locaux.

La monnaie locale peut être une alternative aux bons cadeaux.

Point de vigilance : Les élus risquent de sur investir le sujet et de croire que "ça va sauver l'emploi"

A lire : une publication sur *ritimo* (?) de Jérôme Blanc (juin 2022) : forces et faiblesses des MLCC : <https://www.ritimo.org/Forces-faiblesses-et-perspectives-des-monnaies-locales-en-France>

*notes de Xavier Vitry*

--

\* Wikipedia : un **pôle d'équilibre territorial et rural (PETR)** est un [établissement public](#) regroupant plusieurs [établissements publics de coopération intercommunale](#) à fiscalité propre associés dans un périmètre territorial non enclavé sous la forme d'un [syndicat mixte](#).